



## Action urgente: Militarisation croissante de la ville de Oaxaca

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 13 octobre 2006

SolidaRed 13 octobre 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Dans les dernières semaines, la situation à Oaxaca a frôlé la guerre civile. Les citoyens mobilisés contre les injustices et la persécution du gouvernement d'Ulises Ruiz Ortiz, gouverneur de Oaxaca, se sont regroupés sous l'APPO (Assemblée Populaire du Peuple de Oaxaca) un collectif abritant des professeurs, groupes syndicalistes, et des centaines de regroupements sociaux (dont le CIPO-RFM), demandant la démission du gouverneur Ruiz Ortiz. Leurs manifestations et dénonciations contre les politiques autoritaires de Ruiz Ortiz se voient cependant fortement réprimés par les forces armées ou groupes paramilitaires, mandatés par le gouverneur afin de déloger les barricades ou supprimer des grèves, ce qui s'est souvent soldé par des morts et des dizaines de blessés et de disparus.

Dernièrement, la présence militaire s'est renforcée dans la ville de Oaxaca, avec des patrouilles quotidiennes de chars d'assaut, des survols d'hélicoptères et avions militaires et des provocations physiques d'agents policiers déguisés en civils. Ces incessantes intimidations et provocations créent un climat de violence engendrant les conditions favorables à une intervention répressive de la Police Fédérale Préventive (PFP), une menace qui risque à tout moment d'éclater.

Cette atmosphère de constante vigilance militaire se poursuit, paradoxalement, au moment où le gouvernement de Oaxaca propose une issue «pacifique» au conflit à travers la tenue d'une «Table de discussion». À cette Table on invitait les organismes de la société civile présents à signer une entente qui assurerait le retour de la gouvernabilité à l'État de Oaxaca, sans pour autant destituer le gouverneur Ruiz Ortiz. L'APPO a bien sûr refusé d'y participer, considérant cette concertation comme une stratégie du gouverneur pour démobiliser et délégitimer les mouvements sociaux de Oaxaca ainsi que leur lutte, dévier les pourparlers de l'enjeu crucial : la démission du gouverneur, et justifier officiellement la répression militaire et policière à leur encontre.

[Cliquez ici](#) pour voir l'action urgente complète et endosser la lettre de pression.

<http://www.ccdhal.koumbit.org/>

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)